



Gap, le 23 avril 2024

Halte à la criminalisation des contestations et des luttes militantes

La répression à l'égard des militantEs syndicalistes, associatifs et politiques qui refusent le discours dominant, illégitime, sur la situation à Gaza s'accélère.

Le secrétaire de la fédération CGT du nord, Jean Paul Delescaut, condamné à un an de prison avec sursis, Anasse Kazib, SUD Rail et Révolution Permanente, traîné devant les tribunaux, Rima Hassan et Mathilde Panot convoquées par la police, les conférences de Mélenchon et de Rima Hassan annulées, la conférence-débat à Montpellier de Pierre Stambul, porte parole de l'Union Juive Française pour la Paix interdite; et tout cela avec les mêmes arguments grossiers ou diffamatoires : « apologie du terrorisme, antisémitisme ». La préfecture de police de Paris a même tenté de faire interdire une manifestation antiraciste le 21 avril en arguant que des propos antisémites pourraient être tenus au cours de celle-ci. Après un recours juridique, la manifestation s'est tenue et évidemment sans propos antisémite.

Une chasse aux sorcières digne du Maccarthysme s'installe dans le pays.

Depuis l'an dernier, déjà, et encore aujourd'hui, des centaines de syndicalistes sont poursuivis à la suite du mouvement des retraites, les militantEs qui luttent pour arrêter la catastrophe écologique en cours, sont qualifiéEs d'éco-terroristes, et plusieurs d'entre eux sont toujours poursuiviEs devant les tribunaux, comme ceux et celles qui expriment, en acte, leur solidarité avec les migrants. La répression dont avaient été victimes les gilets jaunes relevait également de la même dérive.

Ça suffit, il est grand temps de réagir pour arrêter ce mouvement liberticide engagé par le gouvernement avec la complicité active des médias, de la droite, du RN et de Reconquête.

Nous vous appelons à participer à **un rassemblement place de la République à 10h, samedi 27 avril**

(On pourrait préparer l'organisation de ce rassemblement, vendredi soir dans un lieu de votre choix).

Premiers signataires Hautes-Alpes : ATTAC, AFPS, LDH, La Libre pensée, extinction rebellion, soulèvement de la terre05, Solidaires, Ensemble, EELV, LFI, NPA.